

Un horizon africain pour des étudiants belges

- Ils sont partis en Afrique étudier, réaliser un stage ou un travail de fin d'études l'an passé.
- Depuis 2018, un financement européen favorise ces échanges, et des partenariats entre universités belges et africaines se développent timidement.
- Les étudiants voient se dessiner de nouvelles opportunités.

Camille, Caroline et Alexis ont un point commun : ils ont parié sur l'Afrique dans leur parcours universitaire. Envie de sortir de l'Europe, envie d'apprendre ailleurs, plus loin. En l'occurrence : Burkina Faso, République démocratique du Congo (RDC) et Afrique du Sud. Encore minoritaires, ces étudiants représentent un changement dans la mobilité étudiante entre la Belgique et l'Afrique.

Chez nous, ils étaient près de 130 à y être partis en 2017. Échanges universitaires, stages, travaux de fin d'études sur place, professeurs en université d'accueil. La plupart sont partis grâce au programme Erasmus+ et la bourse du Fonds d'aide à la mobilité étudiante (Fame) de la Fédération Wallonie-Bruxelles

(FWB). Ils sont encore plus si l'on se penche sur les différents organismes intra-universitaires ou sur les étudiants qui s'auto-financent. Parmi tous ces types de mobilité étudiante, la tendance s'observe particulièrement chez les Belges partis pour un quadrimestre d'échange dans une université africaine en 2018. Ils étaient une dizaine à partir pour le Burkina Faso, le Rwanda, la RDC, le Cameroun, le Sénégal et Madagascar. En 2016, ils n'étaient que trois... et deux, seulement, en 2017.

« Les échanges universitaires restent trop limités, alors qu'il y a une demande en augmentation des étudiants belges », observe Henrich Brunke du service des relations internationales de l'UNamur. L'Université vient d'inaugurer un nouveau partenariat en sciences vétérinaires avec l'Université Angélique à Bukavu (RDC). « Au-delà de la quantité, c'est le type de demandes qui a évolué. On voit toujours des étudiants partir pour de l'humanitaire, mais de plus en plus demandent à aller sur place pour apprendre. »

« Les jeunes ne partent plus pour aider les Africains, mais parce qu'ils sentent que l'avenir se jouera là-bas, avance Timothée Toury. Les étudiants prennent conscience que le temps n'est plus uniquement celui de la coopération au développement, qu'ils ont aussi à apprendre des techniques et du terrain africains. »

Viser les standards internationaux

Outre une hausse du finance-

ment européen, et l'arrivée de la Chine en 2009 sur le continent qui a fait changer le regard de la communauté universitaire entière. « Pendant tout un temps, le regard porté sur l'Afrique était purement humanitaire, complète Bob Kabamba, professeur en politique africaine à l'ULiège. Depuis que la Chine s'est insérée sur le marché africain, il y a une dizaine d'années, les Européens ont eux aussi fini par en voir l'opportunité économique. Une collaboration plutôt qu'une coopération : les deux continents ont tout à y gagner. »

« La mobilité étudiante vers ce continent est encore très jeune, explique Géraldine Berger du service des relations internationales de l'UMons. Cela ne fait que deux ans que nous participons au programme Erasmus+ et il y a encore peu de partenariats entre universités belges et africaines, notamment parce que toutes ne correspondent pas aux standards internationaux. » Comme solution, l'Université a lancé en collaboration avec l'université technologique de Troyes (UTT) en France le projet « Mise en œuvre des standards européens au bénéfice des formations d'ingénieurs au Cameroun » (MoseFic). Financé par l'Union européenne (UE), ce projet a pour objectif d'accompagner trois établissements africains afin qu'ils définissent leur propre méthode pour atteindre un standard international.

« Le but n'est pas de leur faire copier les établissements européens, mais d'accélérer les possibilités de mobilité étudiante, ex-

plique Timothée Toury, enseignant-chercheur à l'UTT, responsable du projet. Nous voulons leur donner la capacité de construire leur propre cursus, cohérent avec les problématiques et contextes locaux, tout en proposant des diplômes internationalement reconnus. Nous n'excluons pas de dupliquer les collaborations de ce type, notamment en Afrique de l'Ouest. »

Les financements européens vont en ce sens. En 2016, le budget belge pour les Erasmus consacrés à la mobilité en Afrique subsaharienne s'élevait à 56.000 euros. Deux ans plus tard, il a plus que doublé : 125.000 euros. Pour toute l'Europe cette année, l'UE a versé une enveloppe de dix millions d'euros entre les deux continents pour la mobilité internationale. Le West Africa Trust Fund encourage spécifiquement la mobilité entre douze pays d'Afrique de l'Ouest et le continent européen. « Depuis l'internationalisation de l'Erasmus hors Union en 2015, 20.000 étudiants et professeurs ont bénéficié du programme entre l'Europe et l'Afrique, résume Claire Morel, chef d'unité éducation à la Commission européenne. Un tiers de ce chiffre représente le nombre de Belges partant pour ce continent. Un chiffre voué à augmenter rapidement ces prochaines années. » ■

MARIE THEFFRY

Plus d'informations sur le programme Erasmus+ : <http://ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/>

« J'aurais pu choisir la Guyane ou le Pérou »

Alexis, 22 ans, termine son master de bio-ingénieur à l'UCLouvain. Il est parti collecter pendant deux mois des données pour son mémoire de fin d'études en RDC. « L'Afrique en elle-même s'est imposée logiquement dans

le choix du sujet de mon travail de fin d'études. La forêt congolaise est encore peu connue : il y a beaucoup à découvrir là-bas. Pour avoir des connaissances précises sur la gestion des arbres tropicaux, il fallait aller sur le terrain. J'aurais pu choisir la Guyane ou le Pérou, mais la société qui m'a accueilli est la plus grande exploitation forestière

tropicale certifiée gestion durable. Sur place, j'ai énormément appris des techniques locales, des choses que je n'aurais pas pu voir en Belgique. La gestion des forêts tempérées en Europe n'a rien à voir, l'approche est très différente. Lorsqu'on arrive là-bas, on est un peu l'homme blanc avec les clichés qui lui sont rattachés. Mais si l'on est réelle-

ment intéressé par les techniques qu'ils utilisent, le partage et l'enrichissement sont grands. »

M.T.H.

« Un continent qui m'attirait déjà »

Caroline, 24 ans, vient de finir ses études de médecin généraliste à l'UCLouvain. En dernière année, elle a fait un stage de deux mois dans une association locale au Bénin. « Lors d'un voyage en famille dans ce pays, j'ai eu un véritable coup de cœur. L'occasion était idéale pour moi d'aller voir comment cela se passait sur un continent qui m'attirait déjà pour sa richesse et le travail que l'on peut y faire. Je suis partie avec l'idée d'apprendre beaucoup des médecins sur place. Leur manière

d'envisager la médecine est très développée, tous les appareils ne sont pas à disposition des praticiens, il faut donc beaucoup pratiquer la base de la médecine : examiner, écouter, être au contact des gens. J'ai été directement mise à contribution et pu pratiquer des accouchements : en Belgique, cela aurait été impossible. Au-delà de l'aspect médical, j'ai beaucoup appris humainement. Se remettre en question, pouvoir s'adapter rapidement à n'importe quelle situation. Cela m'a profondément marquée dans ma pratique. »

M.T.H.

« Une opportunité énorme »

Camille, 23 ans, étudiante en droit à l'ULB, a passé un quadrimestre d'échanges à l'Université de Witwatersrand en Afrique du Sud. C'est son responsable de mobilité à l'ULB qui lui a parlé de l'Afrique lorsqu'elle a énoncé ses critères : « Je voulais partir loin de l'Europe, dans un pays anglophone et très en pointe en matière des droits de l'homme, explique-t-elle. Dans leur Constitution, un chapitre entier est consacré aux droits de l'homme. Je n'ai pas hésité, malgré les

réticences de mes proches : les a priori sont tenaces. Certes, la misère et l'insécurité existent. En tant que Blanc, il y a des règles à respecter. On est la minorité : c'est d'ailleurs très intéressant de changer de point de vue. Je suis arrivée avec une vision du droit très européenne. Là-bas, j'ai développé un regard critique. L'Afrique qui s'ouvre est une opportunité énorme. Il y a beaucoup de choses à y apprendre. On ne la voit pas encore assez dans les destinations universitaires. »

M.T.H.

COOPÉRATION

« Dans une perspective moderne »

Il existe aussi de nombreux projets ou initiatives intra-universitaires ou étatiques pour pouvoir partir étudier en Afrique. Wallonie Bruxelles International (WBI), agence chargée des relations internationales de la FWB, ainsi que l'Académie de recherche de l'enseignement supérieur (Ares) proposent surtout des programmes liés à la coopération et au développement. « C'est bien, mais on n'encourage

pas encore assez ce type d'échanges "win-win" comme l'Erasmus peut le permettre, observe Cécile Liégeois du WBI. Il existe encore de vieux programmes. Bien sûr, il faut continuer de collaborer avec le Sud, mais dans une perspective moderne. Il y a une véritable réflexion à mener pour encourager ces échanges, tant entrants que sortants. »

M.T.H.